



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

41 | 2015

Les mobilisations horizontales peuvent-elles s'étendre à l'humanitaire ?

Les mobilisations citoyennes au XXI^e siècle : un défi pour les ONG ?

Sylvie Ollitrault



Éditeur

Médecins du Monde

Édition électronique

URL : <http://humanitaire.revues.org/3232>

ISSN : 2105-2522

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2015

Pagination : 80-87

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Sylvie Ollitrault, « Les mobilisations citoyennes au XXI^e siècle : un défi pour les ONG ? », *Humanitaire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 01 novembre 2015, consulté le 04 octobre 2016. URL : <http://humanitaire.revues.org/3232>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Tous droits réservés

Les mobilisations citoyennes au XXI^e siècle : un défi pour les ONG ?

Par Sylvie Ollitrault

Déjà présente lors de la table ronde qui ouvrait ce dossier, Sylvie Ollitrault le referme en développant les arguments que cette directrice de recherche aux CNRS, spécialiste des mobilisations, avait esquissés lors de ce débat.

1. Sociologue français ayant réalisé de nombreuses enquêtes de terrain sur cette thématique des nouveaux mouvements sociaux dans les années 1970.

2. Sylvie Ollitrault, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, vol. 17, n° 98, 1999, p. 153-185.

3. Pascal Dauvin et Johanna Siméant, *Le travail humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

La recherche de la nouveauté dans les formes de militance ou de mobilisation est paradoxalement une « vieille » interrogation qui traverse les mondes associatif, intellectuel ou journalistique. Et parfois, par un étrange effet de circulation entre ces trois univers, la nouveauté apparaît. Alain Touraine¹, dans les années 1970, n'a-t-il pas inventé la catégorie des nouveaux mouvements sociaux autant par analogie avec les mouvements sociaux ouvriers que pour labelliser des acteurs aux revendications inédites ? Écologistes, féministes ou régionalistes s'en sont emparés à leur tour, se présentant comme « nouveaux » dans l'espace des mouvements sociaux de leurs époques respectives. Faut-il donc penser qu'il ne s'agit là que d'un effet rhétorique ? Évidemment, non. Quand Greenpeace² a choisi de créer ses images, caméra au poing sur une petite embarcation, quand les ONG humanitaires s'émancipant de la neutralité politique ont commencé à dénoncer la tragédie du Biafra, l'arme médiatique de l'opinion est venue bouleverser les codes des mobilisations collectives³.

Le répertoire médiatique a pour caractéristique d'être très dépendant des évolutions techniques et des usages qu'en font les individus. Quel impact peut avoir une presse d'opinion dans un pays largement analphabète ? Parallèlement, des images souvent décontextualisées montrant des caricatures de

Mahomet prennent sens dans un contexte médiatique mondialisé et en cela, elles sont un effet de la mondialisation. Et soudain ces dessins touchent les représentations d'individus qui se forgent leur opinion sans le truchement de l'écrit à des kilomètres du lieu de leur réalisation. Les développements qui suivent n'ont pas pour ambition d'interroger la différence entre usages de l'écrit et des images – même si c'est un sujet en soi ! –, mais d'aborder la question des formes de mobilisations collectives qui se développent via internet en interrogeant ces singularités contemporaines. Cliquer sur une pétition vaut-elle engagement ? Doit-on dévaluer ces expressions inédites du sentiment d'avoir à émettre une opinion, à exprimer son malaise, sa révolte ? Les ONG humanitaires ne développent-elles pas un répertoire – c'est-à-dire des modalités d'action collective – incompatibles avec les réseaux sociaux contemporains du type 2.0 ? L'enjeu, ici, est de mettre en lumière davantage la complémentarité, voire la nécessaire cohabitation de deux formes d'engagement collectif qui ne présentent pas la même intensité, les mêmes modalités d'action, les mêmes cibles (opinion publique—personnes en situation de détresse). Dans le foisonnement contemporain des initiatives citoyennes, il s'agit de réfléchir à la spécificité de ces actions.

— L'ère du 2.0 : le temps de la réaction émotive ?

Les partis politiques s'interrogent sur les formes de cette auto-organisation qui semblent avoir « ringardisé » les banales campagnes d'affichage public. La génération 2.0, les yeux rivés sur ses écrans, ignorerait-elle les murs du métro pour préférer celui des pages Facebook ? On ne sait plus très bien si ce sont les réseaux sociaux constitués sur Internet qui intéressent les organisations ou si une nouvelle génération militante a perçu l'intérêt de mobiliser la technique de la constitution de communauté virtuelle pour communiquer politiquement. Ces usages sont évidemment dominants dans les secteurs de la défense des droits de l'Homme, de l'humanitaire ou de l'écologie. Amnesty International avait inventé les courriers type que chaque militant ou sympathisant devait envoyer en un temps record à des personnalités cibles : une demande de révision de procès, d'appel à surseoir à une sentence de mort ou encore de libération d'un détenu politique. De la plume au clavier, l'objectif militant reste le même et relève clairement de la mobilisation d'opinion en faveur d'une cause, qu'elle soit strictement politique,

humanitaire ou écologique. La spécificité des mobilisations des ONG par rapport à celles des politiques est que l'adhésion est plus large – dépassant le groupe des seuls sympathisants stables – et nettement plus émotionnelle.

Les mobilisations via internet (sites de pétitions en ligne, type change.org ou avaaz.org) ont incontestablement leur utilité. Tout d'abord, elles peuvent en un temps accéléré toucher une communauté large, internationalisée et réactive. Les détracteurs de telles formes de mobilisation prétendent, à juste titre selon nous, que cet activisme par le biais de sites plate-forme « n'engage pas » vraiment, en tout cas pas avec la même intensité que celle qui se développe dans une pratique plus collective de confrontation dans l'espace public. Sans compter qu'il est moins risqué d'être un internaute engagé quand on vit dans un État démocratique plutôt que dans un État autoritaire. Rappelons en effet que dans certains régimes (Chine, Iran, par exemple), des individus encourent des peines de prison, voire pire, pour avoir été cyber activistes tout autant que pour avoir manifesté dans les rues. C'est pourquoi le risque de l'engagement doit être mesuré moins à l'aune des types de pratiques qu'en regard du contexte politique dans lequel il s'exprime.

Quoiqu'il en soit, la pratique des pétitions en ligne se répand et les pétitions circulent. En portant un regard sociologique sans finalité normative sur ce qui fait un « bon engagement », nous pourrions penser que ces réseaux forment des communautés qui s'entendent *largo sensu* sur la défense d'un minimum de valeurs communes. Pour autant de telles communautés ne présagent certainement pas la constitution d'une citoyenneté mondiale même si, à l'inverse, elles montrent la constitution d'un sentiment démocratique qui s'entend sur des valeurs partagées.

Les mobilisations « traditionnelles » ont toujours comporté un ressort émotionnel, un « sentiment d'injustice » qui pouvait murir longtemps avant de se déclarer⁴. Les pétitions sur le net fonctionnent également sur un tel ressort, même s'il est sans aucun doute plus prompt à se matérialiser. Pensons aux réactions massives consécutives à la vue des migrants arrivant en Europe cet été ou à l'image d'un cadavre d'enfant sur une plage turque. Internet permet cette expression rapide, « libre » et virale sous différentes formes (blog, twitter, e-mails personnels ou listes collectives) et présumons que, à l'instar des mobilisations plus classiques, les signataires d'une pétition ne forment que l'écume de toutes ces vagues émotionnelles qui envahissent la toile : tous les spécialistes de l'action collective

4. Qu'il suffise de penser à la lutte *des, et pour, les afro-américains aux États-Unis*. Voir à ce sujet Doug McAdam, *Freedom Summer. Luttes pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Éditions Agone, 2012.

s'entendent en effet pour considérer que l'engagement, même ponctuel et de faible intensité, ne concerne finalement qu'une infime partie de la population. Militants des droits de l'Homme, humanitaires ou écologistes ont pourtant besoin de ce soutien émotionnel de l'opinion qui, en produisant de l'agitation dans l'espace public, renforce leurs actions et leur identité militante, en particulier dans les situations de crise.

— Nouvelles formes militantes ou accélération de la temporalité ?

La prophétie qui voyait dans les médias des libérateurs d'opinion ou des contrepouvoirs aux excès des dictatures s'est heurtée à la fin du xx^e siècle au génocide au Rwanda ou au nettoyage ethnique dans l'ex-Yougoslavie⁵. La formule selon laquelle « on ne pouvait pas dire qu'on ne savait pas » n'a désormais plus d'effet opératoire ou dissuasif. On peut voir, savoir et pourtant ne pas être en capacité, ou en « volonté », de réagir car derrière le « on » se cachent des processus de décision, des choix politiques, bref le jeu des agendas internationaux et nationaux. Dans un autre registre, le « réchauffement climatique » est une menace documentée, établie et réelle : il y a pourtant loin du diagnostic implacable aux actions.

Les ONG travaillent, souvent depuis des décennies, autant sur le terrain par des actions d'accompagnement qu'en récoltant des connaissances, des savoir-faire, en somme des « expertises ». Pour reprendre l'expression américaine, ils sont des lanceurs d'alerte⁶ permanents et certains en font même, en partie, profession. Sauf que leurs alertes ne se réduisent pas au temps de l'émotion.

La réalité du travail des ONG est en effet d'avoir à articuler deux formes de temporalité militante, à savoir le long terme et le temps plus court de la crise. Or, dans ce dernier cas, le registre émotionnel permet au moins de faire pression sur les gouvernants pour accélérer le processus d'intervention d'urgence. Le registre médiatique citoyen, avec son caractère spontané, a son utilité : il conforte le travail d'expertise en « alerte » des ONG.

L'accélération de la diffusion de la connaissance des crises humanitaires ou environnementales a connu des étapes, depuis la presse écrite jusqu'à la télévision. Internet est la dernière étape

5. Jacque Sémelin, *Purifier et détruire*, Paris, Le Seuil, 2005.

6. Francis Chateauraynaud et Didier Torny, *Les Sombres précurseurs, une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1999.

connue, avec cette dimension inédite de forum collectif qui peut embrasser l'opinion des internautes sans avoir toujours un effet tangible en dehors de cet espace. Aussi une double question émerge : quelle prise peut avoir le citoyen sur la décision publique ? Comment les ONG peuvent-elles s'articuler à ces formes d'expression qui manifestent de l'intérêt à leur égard ?

— Ces citoyens si proches et si lointains des ONG

Les initiatives citoyennes débordent les États, occupent des communautés d'internautes, permettent des mobilisations dans l'espace public. Comment une ONG qui a déjà un rôle reconnu autant dans l'engagement professionnel (médical) ou expert (écologiste) peut-elle se retrouver dans ce foisonnement de soutiens potentiels ?

Son idée première est souvent de mettre en place de nouveaux supports 2.0 pour soutenir une de ses actions, ce qui permet de l'ouvrir à de nouvelles communautés et à de nouveaux réseaux, autant pour faire de la récolte de dons que du soutien d'opinion. Greenpeace l'a bien intégré dans son répertoire d'actions dès les années 1990. En retour, la manière « relâchée » qu'ont ainsi les citoyens d'investir l'ONG pose question sur la définition de l'engagement ou même de la notion de mobilisation. Elle met au cœur de la problématique la « French touch » de l'engagement. Les ONG françaises ont en effet une image de marque qu'elles veulent conserver, à base d'engagement intense et désintéressé, bref le profil du bénévole de la loi sur les associations de 1901. Or, ces nouvelles manières de s'engager dans les communautés virtuelles, de s'organiser en réseau pour répondre à une injustice criante peuvent bouleverser les ONG qui ont leur propre réseaux d'acteurs, leurs grammaires d'action qui d'ailleurs demandent au sens propre de « mouiller la chemise ». Quelle est alors l'utilité de ces mobilisations a priori sans hiérarchie, fondées sur l'émotion, relevant souvent du registre du seul discours, parfois de la pratique même si celle-ci reste somme toute isolée ? La bonne volonté citoyenne ne peut pas tout réaliser ; elle peut même être contre-productive ou amener à de réelles erreurs politiques (cas de l'Arche de Zoé). À l'inverse, ces « bonnes volontés » peuvent venir compléter le registre militant des ONG, à l'image de ces bénévoles autrichiens venus aider les migrants en Hongrie. En tout cas, le monde des

citoyens ordinaires⁷ a une existence sociale indéniable que ne peuvent ignorer les ONG qui ont structuré les champs de l'humanitaire ou de l'environnement.

Les outils comme Internet ont-ils créé un nouveau citoyen de plus en plus informé en temps réel et capable de trouver un nouvel espace d'expression, de diffusion de ses idées ? Est-ce une réelle modification de la citoyenneté en Occident *largo sensu* – surtout depuis une dizaine d'année après un cycle de protestations, de conflits internationaux (Irak, Afghanistan) et de nouveaux modèles d'activités de résistances (désobéissance civile, lancement d'alerte, « hacktivisme ») ? Les ONG ne peuvent en tout cas ignorer cette modification morphologique de l'engagement d'individu. S'il est citoyen avant d'être militant, s'il n'est pas au format des idéaux-types de l'action collective (notamment en termes de durée), il est porteur de prises de positions, y compris émotionnelles, que les ONG peuvent canaliser puis reprendre à leur profit.

Les attentats parisiens de janvier 2015, parce qu'ils rappelaient ceux du 11 septembre 2001, ont montré l'accélération de la réaction du public. L'ère d'Internet offre de réagir en un temps court à de réels enjeux contemporains, y compris en termes de valeurs. Naguère, en 1968, les étudiants placardaient des affiches représentant Daniel Cohn-Bendit sous la bannière de « Nous sommes tous des juifs allemands », pour répondre au racisme ambiant. Aujourd'hui, sur le net, la compassion, le sentiment de solidarité amènent des citoyens à se sentir « Syriens », « réfugié climatique » ou « Charlie ». Et si beaucoup d'entre eux continuent de manifester et de confectionner eux-mêmes leurs pancartes, d'autres – peut-être même plus nombreux – diffusent des selfies, affichent dans la signature électronique de leurs e-mails, une marque de solidarité.

De plus en plus les citoyens prennent en charge, se sentent touchés dans leur propre existence et répondent en endossant le stigmate. Cette nouvelle sensibilité démocratique côtoie évidemment une libre expression qui, pour être aux antipodes des valeurs de tolérance et d'ouverture d'esprit, a aussi tout le loisir de s'exprimer. Ce contraste d'opinion n'est pas nouveau, mais la rapidité des supports, l'extrême réactivité des individus change les modalités d'expression citoyenne et élargit le cercle dans lequel leur libre opinion s'exerçait jusqu'alors.

Si ce n'est un défi, une nouvelle et réelle opportunité démocratique s'ouvre aux ONG pour penser leurs nouvelles

7. Albert Ogien et Sandra Laugier, *Le principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, coll. Cahiers libres, 2014.

8. Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault, *La désobéissance civile*, coll. Contester, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

grammaires « citoyennes » en les acclimatant aux leurs. Il ne s'agit ni de les dénaturer ou de les instrumentaliser, mais de soutenir certaines initiatives qui correspondent à leurs valeurs et d'intégrer dans leurs registres d'action, ces mille et une manières « spontanées » de se sentir citoyen au XXI^e siècle⁸.

L'auteure

Sylvie Ollitrault est directrice de recherche au CNRS (Sciences Po Rennes) spécialiste des mouvements écologistes et environnementaux et des ONG. Elle co-dirige l'équipe « Mobilisations, citoyennetés et vie politique » dans son laboratoire CRAPE. Elle est l'auteure de : *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, PUR, 2008 et avec Graeme Hayes, *La désobéissance civile*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.